



Pulp Truth—Numéro 20, avril, 2009

Veillez copier Pulp Truth recto et verso et faire appel aux équipes de suivi, aux délégués syndicaux ou au réseau d'intervention rapide pour le distribuer, en dehors des heures de travail. Veillez à en laisser des copies dans les réfectoires, les salles de repos, etc.

Nous voulons savoir ce qui se passe sur votre lieu de travail. Envoyez vos informations à lbaker@usw.org

Défis et possibilités dans le secteur papetier

Jon Geenen, vice-président, International

Le secteur papetier fait sans aucun doute face aux plus grands défis des temps modernes. À tout moment, presque 30 pour cent de la capacité totale de notre industrie se trouve immobilisée. Depuis la fin de l'année passée, aucune journée ne s'est passée sans que des dizaines de machines ne soient mises à l'arrêt. Ces deux dernières années ont vu la fermeture de plus de 100 syndicats fantômes, sans compter plus de 30 usines de papier, d'innombrables usines de conversion, d'exploitations de bois et autres activités connexes

En cette période de remous, les progrès réalisés par l'USW en matière de négociations dans le secteur papetier sont encore plus évidents que par le passé. Des centaines de nos contrats sont protégés par une barrière de sécurité résultant des structures et accords-cadres que nous avons obtenus. Cela a obligé l'industrie à adopter une approche à long terme quant aux problèmes associés à l'économie au lieu de l'approche classique et plus réactionnaire consistant à tenter de sauver l'industrie en réduisant les salaires et les avantages sociaux. À vrai dire, les meilleures solutions font appel à l'efficacité et à l'efficience, non à des réductions de salaire qui aggravent le marasme économique.

Outre la mise en place de notre stratégie de négociation collective, nous devons aussi jouer un rôle important dans le sauvetage de cette industrie pour les futures générations. Notre réussite nécessitera également une approche à long terme et plus globale, ainsi qu'un fort engagement de la part de nos membres.

DUMPING ET COMMERCE DÉLOYAL

Il est prouvé que certaines usines et certaines exploitations de conversion sont fermées **UNIQUEMENT** parce que nous tolérons le commerce déloyal et le dumping du papier dans notre économie. Nous devons, dans le cadre de chacune de nos réunions et de chacune de nos actions, mener une lutte sans merci contre ce problème. Contrairement à

ce que disent les idéalistes, au final, le dumping de papier dans notre économie n'épargnera aucun secteur de notre industrie.

BÛCHERONNAGE ILLÉGAL

Notre secteur de produits forestiers, nos emplois et notre environnement sont absolument menacés par le bûcheronnage illégal. Non seulement le bûcheronnage illégal équivaut en fait à une subvention déloyale, il fragilise les salaires des travailleurs d'Indonésie, d'Afrique et d'Amérique du Sud. Il ôte aux continents les bienfaits que procurent les forêts en matière de santé et d'environnement, détruit les prix sur le marché du bois, met en danger les travailleurs et sape les progrès réalisés dans la voie du développement durable depuis un quart de siècle dans les pays développés.

REPRÉSENTATION SYNDICALE

Depuis trop longtemps, trop de voix s'élèvent pour affirmer que syndiquer les travailleurs ne devrait avoir lieu qu'à l'échelle nationale. Cela n'a jamais fonctionné et ne fonctionnera jamais. Avec l'adoption probable de la législation qui limitera l'ingérence de l'employeur dans la décision d'un travailleur d'adhérer ou non à un syndicat, une nouvelle possibilité se présentera, mais uniquement si ce projet devient une priorité de nos conseils ou de nos sections locales. Chaque fois que nous autorisons un entrepôt, un atelier de boîtes en carton, une usine de conversion, une scierie ou une usine de papier à demeurer sans représentation syndicale, nous assujétissons nos adhérents à des réductions de salaire et des pertes d'emploi en raison de grèves de surenchère et du choix inévitable d'un nivellement par le bas. Imaginez ceci : des sociétés antisyndicales comme Home Depot et McDonalds se soucient-elles de la démocratie ? Bien évidemment, la réponse est « non ». Elles se soucient de rester ANTI-DÉMOCRATIQUES, laissant les travailleurs impuissants à affronter les politiques de relations industrielles. Avec nos conseils et nos sections locales, nous devons élaborer une stratégie syndicale pour l'industrie, non seulement pour aider les non syndiqués mais nous-mêmes. Voilà un scénario gagnant.

POSSIBILITÉS LIÉES AU CHANGEMENT CLIMATIQUE

Nombreux sont ceux qui tentent de représenter les programmes climatiques comme les ennemis des secteurs papetier et forestier, mais ils sont loin de la vérité. Ces programmes sont nos alliés. L'usage inefficace de combustible fossile comme source principale d'énergie dans l'industrie entraînera à long terme l'augmentation des coûts, une plus grande volatilité des prix due à l'un des coûts d'intrants les plus élevés, une pression accrue de la part des collectivités soutenant le développement durable, aboutissant éventuellement à l'échec.

Nous présentons ci-après un autre scénario possible : une société de papier du Michigan a ajouté une exploitation de biogaz à ses usines. Elle a dépensé 25 millions de \$, et elle économise 10 millions de \$ en coûts de combustible par année. Cette usine vient d'augmenter l'assurance garantissant la protection de nos membres. Les usines qui ne prennent pas ces mesures sont moins concurrentielles dans le seul domaine des prix du composant combustible. En outre, cette usine a réduit son empreinte carbone.

Nous avons la possibilité de vanter les mérites du secteur papetier comme secteur écologiquement viable lorsqu'il adhère à des pratiques forestières viables, utilise des fibres recyclables et investit dans les technologies nouvelles qui à terme améliorent l'efficacité globale.

Nous avons la possibilité d'encourager le développement et l'investissement dans les nouveaux systèmes de récupération de liqueur noire qui permettent de résoudre des quantités de problèmes dans l'industrie, par le biais de pressions destinées à obtenir des

allègements fiscaux pour l'usage de liqueur noire principalement en tant que biocarburant, ainsi que d'autres programmes de ce type.

Nous formulons un plan de travail tenant compte de ces questions. Dans ce but nous sollicitons la participation de nos alliés naturels de la *Blue-Green Alliance*, puis nous vous demanderons votre concours dans ces efforts.

Les temps actuels, bien que présentant des défis, nous invitent à être plus proactifs, intensifier nos efforts, tenir compte d'un nouveau degré d'urgence et exploiter le succès extraordinaire que nous avons atteint grâce au militantisme, au soutien et à la détermination de nos sections locales. Il ne fait aucun doute que si nous nous concentrons sur les projets identifiés précédemment, notre secteur et la sécurité de nos emplois s'en trouveront renforcés.

Nous avons beaucoup accompli en peu de temps et nous accomplirons davantage encore grâce au dévouement de tous nos membres.

AbitibiBowater obtient la protection de la loi sur les faillites

N'ayant pas réussi à restructurer sa dette massive aux États-Unis, AbitibiBowater a obtenu le 16 avril la protection de la loi sur les faillites aux États-Unis en vertu du Chapter 11 et le 17 avril la protection contre les créanciers au Canada. La société canadienne produit 40 pour cent du papier journal vendu en Amérique du Nord, ce qui représente la production de papier journal la plus importante sur le continent.

La société a tenté de restructurer la dette de 1,8 milliard de \$ de sa filiale américaine Bowater en négociant avec un groupe de créanciers dirigé par la Bank of America, Citigroup et Wachovia, mais ces institutions sont restées sur leurs positions dans l'espoir de meilleures conditions. Ces banques à titre de prêteuses garanties, détiennent une partie de la dette relativement à plusieurs usines américaines ainsi que des billets venant à échéance fin 2009.

Un accord favorable avec les créanciers était nécessaire pour permettre à la filiale canadienne Abitibi-Consolidated Inc. de refinancer l'entreprise.

Le président d'AbitibiBowater David Paterson a déclaré dans un communiqué que les mesures prises par la société « assureront la continuité de l'entreprise » et que la société « ne les a prises qu'après avoir épuisé toutes les options viables pour refinancer notre dette à long terme. »

La société a assuré que ses activités quotidiennes continueraient pendant le processus de restructuration. AbitibiBowater emploie 16 000 personnes réparties dans 24 usines de pâte et papier et 30 installations de produits du bois au Canada, aux États-Unis, en Grande-Bretagne et en Corée du Sud. Elle possède quatre usines aux États-Unis et environ 10 au Canada. Ses filiales situées en dehors des États-Unis et du Canada ne figurent pas sur les documents déposés.

Comment notre syndicat réagira à cette faillite

Dans les cas de faillite, le syndicat devient un créancier non garanti. Les contrats de travail peuvent être annulés, mais la société doit toujours négocier tout changement avec le syndicat. Dans le cas de cette faillite, le syndicat négociera les termes et conditions d'emploi une fois la réorganisation terminée.

Le syndicat International a tenu une réunion d'urgence du *AbitibiBowater Council* le 10 avril à Atlanta, pour informer les sections locales et mettre au point une stratégie concernant cette faillite. Les communications se multiplieront avec les sections locales à ce sujet.

Michael Michaud, membre du Congrès organise un caucus du secteur papetier

Lors du dernier Congrès du secteur papetier tenu en 2008, à Pittsburgh, le président du syndicat International Gerard a présenté l'idée de créer un caucus du secteur papetier au Congrès des États-Unis, dont l'objectif serait de servir de plate-forme pour promouvoir les intérêts de notre secteur. Grâce à la collaboration de l'USW avec le bureau de Michael Michaud (D- Maine), membre de l'USW et du Congrès des États-Unis, un caucus s'est formé. M. Michaud a expliqué que ce caucus serait un caucus bipartisan composé de membres du Congrès représentant des États ou districts dotés d'usines de papier.

Le caucus se focalisera sur les questions auxquelles est confrontée l'industrie papetière et qui sont importantes pour ce secteur, notamment les échecs des politiques, et l'éducation des membres du Congrès, a écrit le *Sun Journal*.

Un désavantage concurrentiel

M. Michaud est particulièrement préoccupé par le manque de taxe à la valeur ajoutée depuis que les sociétés sont encouragées à relocaliser à l'étranger; ces taxes existent dans 150 pays, mais pas aux États-Unis. Une taxe à la valeur ajoutée (TVA) est une taxe à la consommation appliquée à tout produit lorsqu'une valeur est ajoutée à l'étape de la production et de la vente finale. Le montant de la TVA payée par l'utilisateur est le coût du produit moins le coût des matériaux utilisés dans le produit et qui ont déjà été taxés. Cela diminue le prix du produit pour l'acheteur.

« Ce caucus survient à un moment particulièrement opportun alors que le bûcheronnage illégal, le dumping de papier, les politiques industrielles nationales imprévoyantes, etc. créent de sérieuses menaces pour les centaines de milliers de travailleurs de ces secteurs », a déclaré Jon Geenen, vice-président du syndicat International.

Il a ajouté que M. Michaud, qui a travaillé pour la Great Northern Paper Co., à Millinocket, dans le Maine, a une perspective particulière sur les défis qui guettent l'industrie papetière, et sur la valeur que l'industrie apporte aux travailleurs, à leurs familles et aux collectivités. M. Michaud possède une connaissance pratique de ce qui doit être fait pour aider à assurer l'avenir de ce secteur.

« Nous nous réjouissons de voir cette idée, qui a été présentée lors de notre Congrès du secteur papetier, faire son chemin vers le Capitole à Washington, D.C. », a ajouté M. Geenen.

L'administration Obama veut appliquer les règles commerciales

Au cours d'une audience du Comité des finances du Sénat en vue de sa nomination au poste de Représentant au Commerce des États-Unis, Ron Kirk a affirmé que la priorité de l'administration Obama serait de veiller à ce que les pays respectent les règles commerciales, selon *BBC News*.

Cette position constitue un véritable changement par rapport à celle de l'administration Bush qui se focalisait sur la négociation d'accords commerciaux sans solide protection de la main-d'œuvre et de l'environnement.

Cette nouvelle est réjouissante pour les travailleurs du secteur papetier dont les emplois sont menacés par le commerce déloyal.

M. Kirk a déclaré son intention de veiller à ce que les partenaires commerciaux se conforment aux règles commerciales actuelles dans des domaines tels que les droits des

travailleurs. Il a affirmé vouloir utiliser le commerce comme une force destinée à améliorer les droits des travailleurs et les normes environnementales dans le monde entier. Il a également indiqué que le gouvernement mettra l'accent sur la transparence dans les accords commerciaux actuels et futurs.

Le Congrès va peut-être compromettre le crédit d'impôt sur la liqueur noire

L'application dans l'industrie papetière d'un crédit d'impôt de 0,50 \$/gallon sur le carburant alternatif fait l'objet d'une étude approfondie par le Congrès. Le président du comité des finances du Sénat Max Baucis (D-MT) et Charles Grassley (R-IA), Ranking Member, ont déclaré qu'ils pourraient proposer une loi éliminant pour l'industrie papetière la possibilité de se prévaloir de ce crédit.

Un certain nombre de sociétés papetières, afin de pouvoir bénéficier du crédit en question, ont annoncé leur intention d'ajouter du carburant diesel à la liqueur noire brûlée dans leurs chaudières de récupération.

La Deutsche Bank (DB) a calculé le crédit de taxe d'accise 2009 pour un certain nombre de sociétés papetières. Par exemple, IP pourrait bénéficier d'un crédit de 1,27 milliard de \$ et MeadWestvaco pourrait toucher 439 millions de \$.

La DB a qualifié de probables des tractations intenses pour conserver le crédit, tout en précisant que certains propriétaires d'usines recyclées, qui ne sont pas admissibles à cette incitation, sont moins enclins à soutenir cet effort. Les usines à contenu recyclé nécessitent l'achat de combustibles fossiles tandis que les usines de fibre vierge utilisant la liqueur noire sont largement autosuffisantes en matière énergétique.

La DB a expliqué que les crédits d'impôt fournissent un coussin de sécurité financière dans un climat économique et financier difficile pour l'industrie papetière. Le vice-président du syndicat International Jon Geenen s'est fait l'écho de cet avis dans un communiqué qu'il a rédigé à propos de l'impôt concerné.

« L'industrie papetière est à court de liquidités et a désespérément besoin de capitaux pour maintenir des systèmes de récupération de liqueur noire et développer d'autres moyens de conversion de la biomasse », écrit-il.

Il a souligné que près de 70 pour cent de l'énergie utilisée par l'industrie papetière américaine provient de la biomasse renouvelable et que le carbone est séquestré grâce à des pratiques forestières écologiquement viables et à l'utilisation de la biomasse.

« En fait, si chaque producteur d'énergie suivait ce modèle et séquestrait autant de carbone qu'il en dégage, nous pourrions bénéficier d'une indépendance énergétique ET stopper le changement climatique causé par les gaz à effet de serre (GES) », écrit-il.

M. Geenen a ajouté que le crédit d'impôt reconnaît la contribution de l'industrie papetière à une solution au problème des gaz à effet de serre et encourage les meilleurs comportements.

« Il est certain que l'élimination de ce crédit en ce moment entraînera la perte d'autres emplois dans l'industrie papetière et supprimera la seule motivation qui assure le maintien d'un certain nombre d'emplois de production bien rémunérés », a-t-il ajouté.

Mon patron peut-il faire ça ?

Le site CanMyBossDoThat.com vous décrit les mesures que votre patron peut ou ne peut pas prendre légalement, qu'il agisse de fermeture sans préavis, de mises à pied,

etc. Interfaith Worker Justice, une organisation nationale qui mobilise la communauté religieuse pour soutenir la lutte ouvrière, a créé ce nouveau site Internet.

Licenciements causés par la vente de Smart Papers

Le *Cincinnati Enquirer* a annoncé que Smart Papers compte éliminer 200 emplois au cours des prochains mois suite à la vente de son entreprise de papier non couché à Mohawk Fine Papers, Inc. Deux tiers environ des licenciements toucheront les ouvriers de production payés à l'heure et représentés par la section locale 1967 de l'USW.

Mohawk a déclaré que l'acquisition lui permettra de remettre en fonction une machine à papier inutilisée et de rappeler certains des 40 employés actuellement en chômage.

Une fois la transition terminée, Smart emploiera environ 250 personnes à la production et à la commercialisation de papier couché. Le président de la société a affirmé que la vente ne l'empêchera pas de mettre en route au printemps une usine de cogénération de 40 mégawatts brûlant des déchets de bois, et qui sera la première usine de papier neutre en carbone d'Amérique du Nord.

Smart prévoit de développer de nouveaux produits de papier spéciaux et envisage pour l'avenir d'utiliser une usine de granulés de bois pour alimenter l'usine de cogénération, ce qui pourrait générer de nouveaux emplois.

Les travailleurs de Sappi bénéficient du plan de relance (Stimulus Package)

À compter du 1^{er} avril, 190 travailleurs de Sappi Fine Paper de l'usine de Muskegon, dans le Michigan ont été mis en chômage temporaire pendant six mois. Mais grâce au plan de relance (Stimulus Package) adopté par le Congrès, ces travailleurs bénéficieront d'une période de chômage prolongée et leur indemnité hebdomadaire sera augmentée. Du fait que la société n'a donné qu'un court préavis concernant cette mise à pied, ils bénéficieront de leur plein salaire et de leurs avantages sociaux pendant les 60 premiers jours en vertu de la loi WARN, a déclaré le président Howard Ross au *Muskegon Chronicle*.

En raison du fort taux de chômage, les travailleurs de l'État du Michigan bénéficient de 33 semaines supplémentaires d'allocation chômage. Les représentants de l'État ont affirmé au quotidien que le plan de relance (Stimulus Package) fédéral augmentera de 25 \$ le montant de l'allocation chômage hebdomadaire jusqu'à la fin de 2009.

Le gouvernement canadien élargit son programme d'aide aux chômeurs

Le gouvernement canadien a élargi un programme de travail partagé qui assure l'allocation chômage des travailleurs des scieries lorsque la semaine de travail est réduite. Les sociétés ayant rempli les conditions d'éligibilité à ce programme peuvent refaire une demande d'admission au programme complet de 52 semaines.

L'USW a accueilli cette mesure avec enthousiasme, étant donné que les ouvriers du secteur forestier ont souffert d'un repli sans précédent qui a causé d'effondrement du secteur immobilier ainsi que le ralentissement de l'économie mondiale. Dans le nord de la Colombie Britannique, des milliers d'ouvriers forestiers ont perdu leur emploi au cours des deux dernières années, lorsque des usines ont fermé leurs portes pendant une période indéterminée, et réduit les quarts ainsi que les semaines de travail.

Même en cas de fermeture de scieries, ils pourront bénéficier du programme lorsqu'ils reprendront le travail.

Les gouverneurs républicains décrient l'aide aux chômeurs

Les gouverneurs républicains Bobby Jindal (Louisiane), Sarah Palin (Alaska), Mark Sanford (Caroline du Sud), Bob Riley (Alabama), Haley Barbour (Mississippi) et Rick Perry (Texas) ont décrié une partie de l'aide au chômage incluse dans le plan de relance (Stimulus Package) fédéral d'un montant de 787 milliards de \$ proposé par le président Barack Obama.

Ces gouverneurs ont invoqué la responsabilité fiscale, la crainte de ne pas pouvoir assumer les dépenses lorsque l'aide fédérale prendra fin et leur conviction que ces fonds, loin de créer de l'emploi, creuseront le déficit national.

Les cinq républicains se sont joints aux autres gouverneurs de la nation pour accepter des fonds destinés à augmenter les allocations chômage à 25 \$ par semaine, à ajouter jusqu'à 33 semaines de prestations, à financer une assurance santé privée pour les chômeurs et à éliminer l'impôt fédéral sur les premiers 2 400 \$ d'allocation chômage.

Ils ont décrié les prestations d'aide aux chômeurs offertes aux États dans le cadre du *Unemployment Insurance Modernization Act*, qui a pour but de moderniser le système d'allocations chômage remontant à la Dépression, lequel avait été conçu pour des travailleurs (uniquement les hommes) à plein temps.

Pour obtenir les fonds, les États doivent accepter deux parmi trois conditions : accorder des indemnités chômage aux travailleurs à temps partiel ne souhaitant pas travailler à plein temps; accorder des indemnités aux victimes de violence familiale ou à des personnes qui ont des parents malades et sont par conséquent forcées de quitter leur emploi; augmenter l'aide pour ceux qui ont des personnes à charge; ou payer les chômeurs permanents pour qu'ils assistent à des programmes de formation.

L'USW et l'AFL-CIO ont manifesté en Louisiane et au Texas pour demander aux législateurs d'annuler les décisions de MM. Jindal et Perry.

En Louisiane, M. Jindal a rejeté environ 98 millions de \$ d'aide aux chômeurs. Clarence Hawkins, le maire démocrate de Bastrop, en Louisiane, a contesté la décision de M. Jindal. L'usine IP de la ville, qui était l'un des principaux employeurs, a fermé ses portes en novembre dernier lorsque la demande de pâte à papier a chuté dans le monde entier.

« Donnez-moi quelque chose maintenant », a-t-il déclaré au *Bloomberg News*.
« Aidez-moi maintenant. J'ai besoin de survivre aujourd'hui. »

Bastrop, qui compte 12 500 habitants, a perdu plus de 400 emplois lors de la fermeture d'IP.

IP réduit ses dividendes pour rembourser sa dette

Le conseil d'administration d'*International Paper Co.* a réduit de vingt-cinq cents (0,25 \$) par action à deux cents et demi (0,025 \$) par action ses dividendes du deuxième trimestre sur les actions ordinaires applicables au dividende payable le 15 juin 2009 aux actionnaires inscrits au registre de la société le 18 mai 2009.

Cette mesure assurera à la société environ 100 million de \$ de liquidités tous les trimestres pour réduire plus rapidement la dette et conserver sa cote de solvabilité, selon un communiqué de presse d'IP.

Le président-directeur général John Faraci a expliqué que cette décision optimiserait la flexibilité financière de la société ajoutée aux décisions, prises antérieurement, de réduire les investissements de capitaux, de diminuer les frais généraux et les effectifs, et de geler les salaires.

IP a également déclaré un dividende trimestriel régulier de 1 \$ par action pour le deuxième trimestre sur les 4 \$ d'actions privilégiées cumulées de la société.

Le syndicaliste

**En tant que membre de la classe ouvrière
J'ai connu de bons et de mauvais moments
Les bons moments viennent, les mauvais moments passent
Et les bons moments l'emportent sur les mauvais**

**J'ai fait la grève, fait des piquets de grève
Quand les temps étaient diablement durs
Pour ce qui était juste et me revenait de droit
Juste pour bien élever ma famille**

**J'ai appris une vérité au cours de toutes ces années
C'est que si le travailleur survit
En dépit de la faim, des difficultés, des craintes
Le syndicat doit rester uni**

**Mais qui saura que j'ai parcouru ce chemin
Quand j'aurai atteint le terme de ma vie
À défaut d'autre chose, qu'on dise de moi**

**C'était un vrai syndicaliste.
*Anonyme***

Les travailleurs du secteur papetier se souviennent de Bruce Roy, militant de l'USW du Maine

Les travailleurs du secteur papetier sont nombreux à ressentir une profonde tristesse à l'annonce du décès, survenu à son domicile le 7 avril à Jay, dans le Maine, du militant de l'USW Bruce D. Roy. Il était âgé de 52 ans.

Il a travaillé pendant plus de 29 ans à l'usine Otis de James Rivers (actuellement Wausau Paper Co.) à Jay, en qualité d'aide-conducteur sur la machine à papier n° 11.

Le nom de Roy était toujours associé au mouvement ouvrier dans l'État du Maine. Il était membre actif de la section locale 11 de l'USW et du réseau d'intervention rapide du service des communications de l'USW. Il a été trésorier/secrétaire de séance et président du *Maine Labor Council* de l'USW, et secrétaire/trésorier de l'AFL-CIO dans le Maine. Il était également membre fondateur et dirigeant du *Western Maine Labor Council*.

Il a passé une grande partie de son temps à militer pour obtenir des lois destinées à aider et à protéger les familles qui travaillent, ne ménageant aucun effort pour élire les candidats favorables à ces familles. Partisan loyal du représentant Michael Michaud (D-Maine), il l'a accompagné dans ses déplacements lors de sa campagne électorale.

En août 2008, Roy a été nommé coordinateur de l'équipe d'intervention d'urgence de la circonscription 4 de l'USW, pour apporter son soutien aux familles affectées par un décès sur le lieu de travail ou une blessure grave.

La circonscription 4 de l'USW l'a honoré en décembre 2008 pour son militantisme et sa défense des membres de l'USW et de leurs familles. Il avait été récemment nommé et confirmé à la Commission des accidents du travail du Maine (Maine Workers' Compensation Board).

Roy a servi la collectivité en tant qu'ancien membre de commission, évaluateur et responsable des pauvres dans la ville de Jay et il était en dernière date membre de la commission d'évaluation pour Jay et du *Tri-Town Ministerial Fuel Fund* de Livermore Falls, dans le Maine.

Il laisse son épouse, Nancy, deux filles, Jessica Dolloff et son époux, Brian; Joanne Grundy et son époux, Keith; cinq petits-enfants, Courtney et Britney Grundy et Logan, Isabell et Cooper Dolloff, ainsi qu'une sœur, Jane Pulver.

Des contributions peuvent être versées au fonds pour l'éducation des petits-enfants de Bruce Roy, aux bons soins du *Finley Funeral Home*, 15 Church St. Livermore Falls, ME 04254.

Les messages de condoléances peuvent être adressés à www.finleyfuneralhome.com

Victoire des travailleurs de Proctor & Gamble en Turquie à la suite d'une grève

Le bulletin de l'ICEM a annoncé que 190 travailleurs turcs du secteur papetier de l'usine Gebze de Proctor & Gamble dans la banlieue d'Istanbul ont terminé une grève de 37 jours et ont obtenu des augmentations de salaire.

Les travailleurs, qui sont membres du syndicat affilié d'ICEM, *Tümka-İş*, ont mis fin à la grève le 30 mars après avoir voté devant les portes de l'usine en faveur d'un contrat de deux ans. Ils ont repoussé le gel des salaires proposé par Proctor & Gamble durant la première année du contrat et l'offre de 2 pour cent faite 11 jours après le début de la grève. Ils ont reçu une augmentation de 3,9 pour cent et une somme forfaitaire lorsqu'ils ont repris le travail.

Proctor & Gamble a offert pour la deuxième année une augmentation de salaire égale aux deux tiers du taux d'inflation. Les travailleurs ont négocié un salaire égal aux taux d'inflation en Turquie, qui sera accordé le 1^{er} septembre 2009. *Tümka-İş* a conservé tous les droits au travail déjà inclus dans le contrat et a obtenu des augmentations dans d'autres domaines de compensation, y compris le versement de primes pour travail de nuit.

Le président de *Tümka-İş* Kemal Yilmaz a attribué cette victoire à la solidarité et à l'esprit de décision des travailleurs.

Vos réactions sont essentielles

Pulp Truth donne des nouvelles de l'ensemble du secteur papetier. Veuillez nous aider à en améliorer le rayonnement en envoyant une description des questions, des

activités de mobilisation et des négociations contractuelles de votre section locale. Vous pouvez envoyer ces détails par courriel à Lynne Baker, rédactrice de *Pulp Truth* à lbaker@usw.org ou les adresser par la poste à Lynne Baker, USW, 3340 Perimeter Hill Drive, Nashville, TN 37211 É.-U.